DOCUMENTS

MODULE: ASIE

SOUS-MODULE N°2: LA CHINE

CHAPITRE 3 : MUTATIONS POLITIQUES, SOCIALES ET DEMOGRAPHIQUES DE LA CHINE CONTEMPORAINE

(1)

« Demain la Chine : démocratie ou dictature ? » – 3 questions à Jean-Pierre Cabestan

Jean-Pierre Cabestan est directeur du département de science politique et d'études internationales de l'Université baptiste de Hong Kong et directeur de recherche au CNRS. Il répond à mes questions à l'occasion de la parution de l'ouvrage « Demain la Chine : démocratie ou dictature ? », aux éditions Gallimard.

1/ Pourquoi, selon vous, le système chinois est-il plus marqué par le soviétisme que par le communisme ?

On a tendance à sous-estimer la rupture historique qu'a constitué 1949, date de l'arrivée au pouvoir du Parti communiste chinois (PCC) et de la fondation de la République populaire de Chine (RPC). Le Parti de Mao, bien qu'indépendant de l'Union soviétique, a été organisé sur la base de principes lenino-staliniens, tout comme les institutions de la Chine populaire. En dépit des réformes introduites à partir de 1978, le système politique reste organisé selon ces principes. En conséquence, le PCC fonctionne comme une société secrète : il est opaque, il prend ses décisions sans rendre de compte à personne sauf à l'échelon supérieur et, au sommet, au chef suprême (aujourd'hui Xi Jinping). Les débats et les procédures de prise de décision au sein du Parti ne sont pas rendus publics, pas plus que ne transparait les divergences politiques qui peuvent le traverser. Les dirigeants sont cooptés selon des méthodes en apparence démocratiques, mais en réalité mafieuses, c'est-à-dire en fonction du rapport de forces entre les grands caciques du Parti.

Hu Jintao, le prédécesseur de Xi, a tenté d'introduire un peu de démocratie au sein du PCC, mais a échoué du fait d'une contradiction fondamentale et insurmontable entre le *modus operandi* du PCC et toute idée de transparence et de démocratie. En d'autres termes, un système de parti unique ne peut se démocratiser, sauf s'il introduit le multipartisme et les libertés fondamentales nécessaires à toute vie démocratique, donc s'il se suicide.

L'instauration du communisme reste inscrite comme objectif final dans les statuts du PCC, mais sa définition est de plus en plus confuse, et s'apparente à une sorte de prospérité générale sous la houlette du PC. Quoi qu'il en soit, seul le PCC est en droit de définir ce qu'est le communisme et donc aussi le socialisme. Et comme celui-ci se voit au pouvoir pour mille ans, il se croit entièrement capable d'atteindre cet ultime but. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre les objectifs fixés par Xi Jinping pour 2049, date du centième anniversaire de la RPC : faire de la Chine un pays développé et puissant, maitrisant les technologies les plus avancées, et devenant même leader dans tous les secteurs d'avenir.

Le soviétisme est plus persistant, insidieux et pervers qu'on le croit, souvent dans le sens où il a été intériorisé par la majorité des Chinois du continent. La rupture de 1949 a gangrené les esprits et produit une sorte d'*homo sovieticus* qui persiste encore, ce qui explique largement l'absence de revendication démocratique des Chinois, et ceci beaucoup plus que l'influence de la culture politique chinoise traditionnelle, notamment le confucianisme. Car comment expliquer que les autres sociétés chinoises et/ou confucéennes, comme Taiwan, Hong Kong, la Corée du Sud et le Japon ont, elles, embrassé les valeurs démocratiques ?

Les enquêtes d'opinion montrent qu'une majorité de Chinois du continent pensent que leur système politique est déjà démocratique parce que les gouvernants l'affirment. Seuls le soviétisme et une absence de culture démocratique peuvent expliquer ces résultats. La réhabilitation par le pouvoir communiste des valeurs confucéennes traditionnelles, et surtout des plus réactionnaires d'entre elles – respect de la hiérarchie, vision élitaire du pouvoir, sélection des élites politico-administratives par le Parti, soumission au pouvoir au nom de l'harmonie, etc. – concourt à perpétuer le soviétisme du régime actuel. Ce qui ne signifie pas que ce régime ne soit pas efficace. Au contraire, avec les réformes, il a montré une capacité administrative et plus largement de gouvernance qu'aucun autre système soviétique n'était parvenu à maitriser. Il a favorisé le développement du pays, parvenant ainsi à apparaître comme un système de gouvernement

efficace et compétent, ce qu'il est souvent, et affaiblissant ainsi, un peu comme Singapour, toute velléité de démocratisation.

2/ Vous ne croyez pas beaucoup à une future démocratisation du régime et pourtant vous estimez que les Chinois en sont globalement satisfaits. Comment l'expliquer ?
Pour les raisons que je viens d'évoquer, la démocratisation de la Chine reste lointaine, incertaine et, je crains, moins pacifique qu'espérée. Les Chinois sont satisfaits de leur régime politique tout d'abord parce que celui-ci leur a apporté la prospérité, ou plutôt un certain bien-être, et l'éradication de la pauvreté. Il leur a également apporté une meilleure gouvernance qu'autrefois, y compris à l'époque de Mao, la stabilité et la sécurité, deux préoccupations qui, pour des raisons très compréhensibles – l'histoire chinoise du XX^{e} siècle – sont vouées à rester prioritaires. Bref, entre sécurité et liberté, les Chinois préfèrent la sécurité, avec tout ce que cela implique comme conséquences, en matière de contrôle social, de censures ou d'atteintes à la vie privée. Les classes moyennes actuelles sont les plus attachées à la sécurité de leurs biens et de leurs proches, manifestant des tendances que la société française pourrait qualifier de « lepénistes ».

La pression des migrants arrivant des campagnes, les difficultés croissantes d'accès à la propriété, la compétition féroce imposée par le système éducatif, les lents progrès des systèmes de protection sociale, etc. tous ces facteurs contribuent à nourrir l'égoïsme des classes moyennes et leur désintérêt pour la démocratie, qui, en l'occurrence, ne faciliterait en rien le règlement de ces problèmes. L'amélioration du niveau d'éducation et la mondialisation de l'économie et de la société chinoises sont de nature à favoriser une diffusion des idées démocratiques. Mais cela prendra du temps avant que les Chinois se révoltent contre la société secrète qui les dirige d'une main de fer. En attendant, et tout en maugréant plus qu'avant, car leurs attentes sont plus importantes, la majorité des Chinois gardent leurs distances du politique et restent, au fond, profondément légitimistes. La montée du nationalisme, et surtout le rôle clé des élites, contribuent à perpétuer ces comportements. En effet, fidèles au PC, la grande majorité des élites politiques, entrepreneuriales et intellectuelles sont conservatrices, dominées par les idées de la nouvelle gauche néo-maoïste et autoritaire ou des néo-confucéens. Dans ce paysage, les réformateurs du PCC et les démocrates en herbe paraissent bien faibles et isolés. La féroce répression de tout mouvement constitutionaliste ou de droits de l'homme, qui s'est accentuée sous Xi, contribue évidemment à consolider ce rapport des forces défavorable. Mais je pense qu'une grande partie des élites se satisfont des privilèges que le PCC leur a distribués, y compris en matière de consultation et d'influence politiques. Et surtout, un peu comme *l'establishment* hongkongais (et pro-Pékin), ils ne veulent pas partager ces privilèges avec le *vulgum pecus*, les Chinois sans pouvoir ni argent…

3/ Vous écrivez que les réseaux sociaux laissent plus d'espace aux citoyens tout en permettant de resserrer leur contrôle par le régime. Comment expliquer ce paradoxe ?
L'engouement des Chinois pour Internet et toutes les activités que les tablettes électroniques permettent est connu. Mais je ne pense pas que la toile va démocratiser la Chine. En dépit de la censure, dont la plupart, en réalité, s'accommodent, Internet permet un échange beaucoup plus intense et rapide des informations et des idées, notamment sur *Weixin* ou *Wechat*. Mais le PCC veille au grain et a les moyens non seulement de rapidement faire disparaitre de la toile tout message politiquement subversif ou même critique, mais aussi d'identifier et intimider les contrevenants : cette limite essentielle au caractère privé de la correspondance est parfois contestée, mais elle reste intériorisée et acceptée par la plupart, car peu contraignante.

Enfin, le projet de crédit social, actuellement testé dans plusieurs provinces, contribuera à resserrer ces contrôles, de nature orwellienne, distribuant bons et mauvais points aux citoyens en fonction de leurs actes publics (propos ou comportements jugés antisociaux) ou privés (abandon de vieux parents). La généralisation de ce système sera un test qui permettra de mieux mesurer l'acceptation par la société chinoise du soviétisme du régime ou, au contraire, sa contestation.

(2)

En Chine, le « crédit social » des citoyens fait passer les devoirs avant les droits

Ce concept accrédite l'idée d'un « capital de points » accordé par l'Etat au citoyen, qui peut être bonifié, ou bien s'éroder. Une « contrôlocratie » rendue possible grâce à toutes sortes de paramètres et à l'intelligence artificielle.

Journal Le Monde, 16/01/2020
Par Brice Pedroletti

Le crédit social est chinois : de 2014 à 2020, le gouvernement y a lancé un programme de construction du « système de crédit social » (shehui xinyong tixi en chinois) qui fait les choux gras de la presse occidentale et inspire des films de science-fiction. En Chine, cette nouvelle forme de gouvernance a d'abord été conçue pour répondre aux difficultés de faire appliquer les lois et les décisions de justice. C'est le grand paradoxe du régime autoritaire chinois : les règles et les lois, pléthoriques et souvent très strictes, continuent d'être peu respectées, tant par les institutions que par les citoyens. Pour compenser, l'Etat-parti gouvernement sévit par des campagnes d'une sévérité inouïe. Il s'agirait donc de trouver un entre-deux : apporter une solution systémique à l'empire de la fraude et de l'arbitraire qu'est la Chine en instaurant une « contrôlocratie » grâce à toutes sortes de paramètres et à l'intelligence artificielle.

« Augmenter le niveau de vertu des citoyens »

Le crédit social chinois accrédite l'idée d'un « capital de points » accordé par l'Etat au citoyen, qui peut être bonifié – ou bien s'éroder : la citoyenneté n'obéit pas en Chine à une logique universalisante comme en Occident. Dans une note de juillet 2019 publiée sur le site de l'Institut Thomas More, le chercheur Emmanuel Dubois de Prisque associe le crédit social « à la tradition confucéenne dans sa volonté de "civiliser" la société chinoise et d'augmenter le niveau de vertu des citoyens ». Et « dans sa volonté de faire des récompenses et des châtiments le cœur de la gouvernance en Chine », à la tradition du légisme – une philosophie politique chinoise datant du IIIe siècle avant J.-C. et qui met des lois punitives au service de l'empereur.
Décrit dans les directives comme un « système de crédit et de sanctions selon lequel tout devient limité, une fois que la confiance est perdue », le crédit social s'applique aux personnes morales, dotées depuis janvier 2018 d'un numéro de crédit social, et aux personnes physiques – qui restent identifiées par leur numéro de carte d'identité, dont la puce électronique est capable de stocker de multiples données. Les collectivités locales à travers la Chine mettent en place leur propre système de notation « civique ». Tandis que la Cour suprême et d'autres administrations émettent des listes noires de contrevenants, de personnes inculpées qui se soustraient à une décision de justice ou de débiteurs défaillants. Ils sont soumis à des restrictions partielles ou totales sur certaines dépenses comme l'achat de billets d'avion et de train.

Des services commerciaux en ligne attribuent, de leur côté, des notes de fiabilité à leurs usagers qui peuvent à leur tour incorporer certains des critères définis dans le domaine public. A ce stade, le « système de crédit social » est encore « une chimère », écrit Séverine Arsène, dans une note de l'Institut français des relations internationales (IFRI) de novembre 2019 : c'est « un assemblage d'indicateurs hétérogènes et de mécanismes d'application qui diffèrent selon le lieu de résidence et l'activité », et dont « la capacité à combiner dans un seul indicateur toutes les dimensions des interactions d'un seul individu avec les lois et les réglementations reste un fantasme ».

Une chimère, « mais avec de vraies griffes »

Une chimère, « mais avec de vraies griffes » prévient toutefois Mme Arsène. Car cette vaste expérience in vivo menée à travers tout le pays est loin d'être anecdotique. Elle puise dans la manie de notation du régime communiste : celui-ci tient des dossiers secrets (dang'an) sur chaque citoyen – autrefois sur papier, aujourd'hui électroniques. Selon la sinologue Chloé Froissart, qui consacre ses recherches à la citoyenneté en Chine, le crédit social a pour prototype le « permis à points » mis en place dans les années 2000 par les villes chinoises pour sélectionner les candidats à l'intégration urbaine parmi les « immigrés de l'intérieur », venus travailler dans les grandes villes mais dont le hukou, le permis de résidence, est attaché à une zone rurale ou une plus petite agglomération. Ils sont notés selon toutes sortes de critères (être capable de subvenir à ses besoins, de payer ses impôts et ses cotisations, d'avoir un logement fixe…).

Les plus « dotés » – car ils coûteront le moins et apportent le plus en termes de qualifications et de ressources économiques et financières – peuvent se voir octroyer le hukou très convoité de la grande ville. « Le crédit social va généraliser le principe d'une "citoyenneté à points" expérimenté dans le domaine de l'intégration des migrants en zone urbaine », analyse Mme Froissart. « La Chine ne reconnaît pas le principe d'égalité des citoyens. Les individus ont l'obligation de se conformer aux attentes de l'Etat sur ce que signifie être un bon citoyen. Sinon, ils sont rétrogradés dans la citoyenneté. Cette mise en conformité sociale et politique des citoyens réalise le fantasme de tout régime totalitaire, d'un contrôle presque total. Bref, un totalitarisme 2.0 », poursuit-elle.

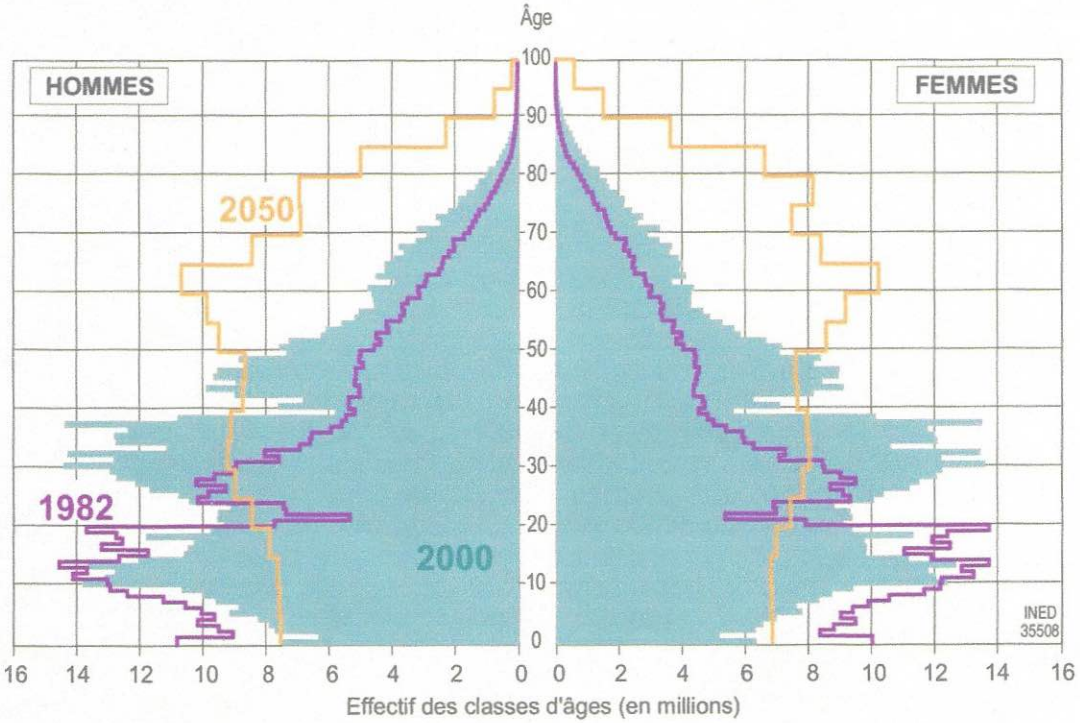
Avec le crédit social, Xi Jinping, qui a remis le Parti communiste chinois au centre du jeu, instaure ainsi une gouvernance automatisée, aux dépens des checks and balances (« freins et contrepoids ») des démocraties et de la création d'institutions solides, susceptibles d'entamer le monopole du parti sur le pouvoir. Ce crédit social made in China a-t-il un avenir en dehors de Chine ? Le chercheur Emmanuel Dubois de Prisque fait remarquer que l'Occident n'est pas immunisé : « Le système du crédit social pourrait avoir pour lui d'être efficace. Et tout ce qui est efficace dans un monde soumis au paradigme technico-scientifique finit par être envisagé. » Or, note-t-il, « nos sociétés sont aussi confrontées à la montée des incivilités et à la chute de la confiance réciproque entre les citoyens ».

LA CHINE, UN GÉANT DÉMOGRAPHIQUE AUX PIEDS D'ARGILE

La Chine, premier pays au monde par sa population, occupe désormais une place prépondérante sur la scène économique et géopolitique mondiale.

Cette situation de premier plan, la Chine la doit d'abord à sa population : 1,3 milliard d'habitants aujourd'hui, le cinquième de l'humanité, devant l'Inde et l'Afrique. Toutefois, selon les dernières projections démographiques des Nations Unies (2012), la population chinoise pourrait ne jamais atteindre 1,5 milliard d'habitants, plafonnant à 1,45 milliard en 2030 avant d'amorcer une décroissance.

Figure 1. La pyramide des âges de la Chine en 1982, 2000 et 2050 ou l'ampleur du vieillissement



Sources : recensements de 1982 et 2000, projections des Nations unies pour 2050.

Le « bonus démographique » ne durera pas...

La Chine détient aujourd'hui un avantage considérable sur ses principaux rivaux sur la scène économique mondiale : 70 % de la population est d'âge actif (15-59 ans), contre 65 % au Brésil, 62 % en Inde, 60 % en Europe de l'Ouest ou en Amérique du Nord, et 54 % au Japon. Elle comprend donc une proportion exceptionnellement faible de personnes économiquement dépendantes (enfants et personnes âgées).

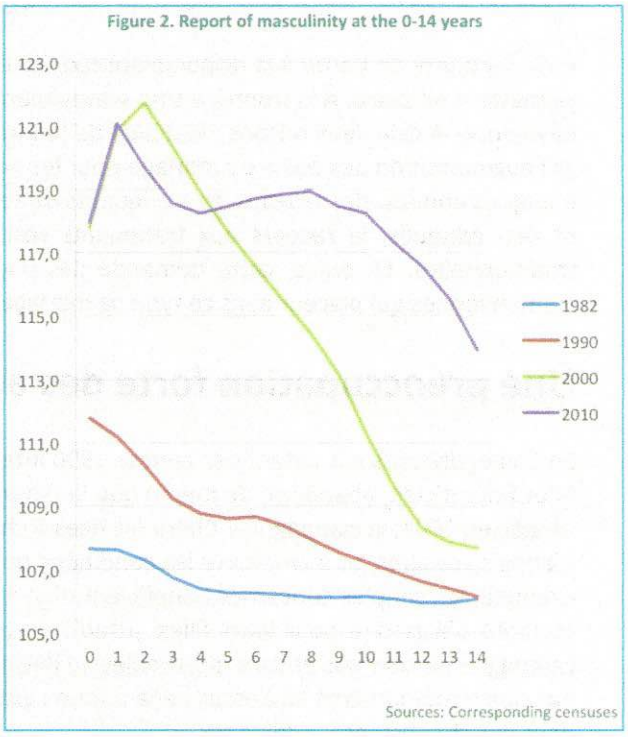
Ce « bonus démographique » contribue à stimuler la croissance économique, mais il ne durera pas. Dès 2050, la Chine comptera 220 millions de personnes d'âge actif de moins qu'à l'heure actuelle. Un déficit de main d'œuvre se profile d'ores et déjà dans certains secteurs.

La baisse de la fécondité et l'allongement de la durée de la vie ne cessent de bouleverser la structure par âge de la population chinoise. Aussi les autorités commencent-elles à se soucier du vieillissement démographique, qui s'annonce extrêmement rapide.

Selon les projections démographiques des Nations unies, la part des personnes âgées de 65 ans ou plus, qui était de 7 % en 2000, devrait plus que tripler d'ici 2050, pour atteindre 24 %, la Chine comptant alors 330 millions de personnes âgées.

... et le déficit de femmes se confirme

La Chine présente une autre caractéristique susceptible de fragiliser sa société : un déficit de femmes. Elle est l'un des rares pays au monde à compter une majorité d'hommes : 104,9 pour 100 femmes en 2010. Ce ratio la place juste derrière l'Inde, qui est le pays le plus « masculin » au monde, avec 106,4 hommes pour 100 femmes en 2011 (contre 98,5 dans le reste du monde).
Comme pour l'Inde, ce surcroît d'hommes résulte de deux facteurs : la pratique croissante d'avortements sélectifs au détriment des filles et une surmortalité féminine anormale due à des négligences de traitement dans la petite enfance.



La préférence de la société chinoise pour les fils est le produit d'un système patriarcal et du confucianisme, qui maintien les femmes en position secondaire dans la famille et la société. Les fils ont l'avantage de perpétuer la lignée familiale et le devoir de prendre en charge les parents dans leur vieillesse. De plus, les couples devant limiter strictement le nombre de leurs enfants, les filles deviennent indésirables du simple fait qu'elles privent les parents de la possibilité d'avoir un fils.

Mais la coercition imposée par la politique de contrôle des naissances n'explique pas tout. Intervient aussi l'évolution récente des comportements de reproduction, qui a généralisé la famille de taille très restreinte. Dans le contexte des réformes économiques, avec l'augmentation du coût de la vie et la libéralisation sociale, de plus en plus de couples limitent spontanément la taille de leur famille. Cette volonté de réduire la descendance, jointe à la préférence pour les garçons, explique le développement important des avortements sélectifs selon le sexe.
Par ailleurs, la libéralisation du système de santé a rendu l'accès aux soins de plus en plus coûteux, obligeant les familles à effectuer un calcul coûts/bénéfices avant de faire soigner leurs enfants. Mais le résultat n'est pas le même pour les deux sexes. Moins valorisées, les filles ont également une mortalité infantile supérieure à celle des garçons.

Élever un fils pour ses vieux jours

En dépit de la modernisation économique des dernières décennies, la femme chinoise est toujours jugée inférieure à l'homme. Le système clanique patriarcal, fondement de la société, voulait que l'on se marie tôt et que l'on ait beaucoup d'enfants, surtout des garçons. Aujourd'hui, le clan n'est plus la base de l'organisation sociale, mais son idéologie continue de dominer la vie quotidienne. Si le patrimoine familial n'est plus légalement transmis uniquement aux fils, le mariage patrilocal demeure la règle.

Lorsqu'elle se marie, une fille quitte toujours sa famille biologique. Entièrement dévouée à sa belle-famille, elle ne doit plus rien à ses propres parents, pas même de s'occuper d'eux quand ils sont devenus vieux, cette charge incombant aux fils et aux belles-filles. Dans les campagnes, on sait qu'en l'absence de toute pension de retraite, il faut « élever un fils pour préparer sa vieillesse ». Pour des centaines de millions de paysans, un fils est la seule assurance vieillesse, l'unique garantie contre la maladie ou l'invalidité.

Déséquilibres sur le marché matrimonial

L'enjeu démographique lié au déficit de filles est considérable. S'il concerne surtout, depuis trente ans, la population des enfants, il commence à se répercuter aux âges adultes à mesure que les cohortes déficitaires vieillissent. On estime ainsi le surplus d'hommes à 10% à 15% des cohortes d'âges successives, et ce dès les années 2010. Désormais, les hommes prétendant au mariage devront accepter des écarts d'âge entre époux plus importants et, leur prospection devant durer plus longtemps, leur âge au mariage devrait augmenter.

Pour répondre en partie à la disponibilité réduite en partenaires féminines, des réseaux nationaux et transnationaux se mettent en place. À la frontière sino-vietnamienne, par exemple, la migration des femmes à des fins de mariage se développe. À cela deux raisons : le déficit de femmes particulièrement aigu dans les provinces chinoises méridionales et l'augmentation des coûts du mariage pour les hommes depuis les réformes économiques des années 1980. Depuis quelques années, des réseaux de trafiquants de femmes sont régulièrement démantelés. Pour des paysans pauvres et peu éduqués, le recours aux trafiquants reste moins onéreux que la recherche d'une épouse par les voies traditionnelles. En outre, cette demande des paysans chinois répond aux stratégies économiques des migrantes vietnamiennes qui placent dans ce type de mariage l'espoir d'une vie meilleure.

Une préoccupation forte des autorités chinoises

En Chine, diverses lois datant des années 1990 interdisent tout mauvais traitement ou discrimination à l'encontre des filles (infanticide, abandon), de même que la détermination prénatale du sexe et la pratique d'avortements sélectifs. Lancée en 2001, la campagne « Chérir les filles » cherche à promouvoir l'idée d'égalité des sexes, notamment dans les manuels scolaires, et à améliorer les conditions de vie des familles n'ayant pas eu de fils. Dans certaines régions, par exemple, les couples concernés bénéficient d'un fonds de soutien et sont exemptés d'impôts agricoles et de frais de scolarité obligatoire pour leurs filles, jusqu'à ce qu'elles soient en âge de se marier. Toutefois, les effets de cette campagne ne sont pas encore mesurables, le dernier recensement (2010) ayant révélé un rapport de masculinité à la naissance toujours très au-dessus de la norme : autour de 120 garçons pour 100 filles à la naissance, contre 105 à 106 dans des circonstances ordinaires.

Isabelle Attané

POUR EN SAVOIR +

Attané Isabelle et Guilmoto C.Z., (éd.), (2007), Watering the Neighbour's Garden, Paris, Cicred, 425 p.
Attané Isabelle (2005), Une Chine sans femmes ?, Paris, Perrin, 391 p.
Attané Isabelle (2005), « Les défis de la Chine : moins de filles, plus de personnes âgées », Population et sociétés, n° 416, octobre 2005, p. 1-4.
Pison Gilles (2004), « Moins de naissances mais un garçon à tout prix : l'avortement sélectif des filles en Asie », Population et sociétés, n° 404, septembre 2004, p. 1-4.

RESSOURCES STATISTIQUES

Population en chiffres. « Tous les pays du monde »
Atlas de la population
Le simulateur de population

(4)

Au pays des enfants rares : La Chine vers une catastrophe démographique, d'Isabelle Attané

Journal Le Monde 07 novembre 2011
Par Antoine Reverchon

Non, toutes les familles chinoises n'ont pas un seul enfant! Isabelle Attané évite les clichés dans "Au Pays des enfants rares".

l y a certes la Chine des records de croissance vers qui l'Europe endettée tend benoîtement sa sébile, théâtre de l'enrichissement galopant d'une immense classe moyenne.
Mais il y a aussi la Chine des enfants, celle que décrit avec science, talent et sentiment la démographe et sinologue Isabelle Attané.
L'auteur décrit méthodiquement la "condition infantile" chinoise, au croisement des traditions millénaires et des effets catastrophiques - non seulement démographiques, mais aussi sociaux, économiques et psychologiques - de la "politique de l'enfant unique" menée à partir de 1979 par le régime communiste.
Elle évite les clichés si prompts à se construire de ce côté-ci de la planète: non, toutes les familles chinoises n'ont pas un seul enfant, mais un Chinois de moins de 30 ans sur trois est enfant unique ; non, tous ces enfants ne sont pas de "petits empereurs" dont tous les caprices sont exaucés, préparant des générations d'asociaux.
Car les comportements sont aussi en train de changer, au rythme du bouleversement du pays.

MAUX DE RICHES, MAUX DE PAUVRES

En revanche la Chine affronte, simultanément, les maux qui assaillent les enfants des pays pauvres et ceux des pays riches : les familles rurales, les migrants et les "enfants noirs" (illégaux) sont la cible du travail clandestin et de tous les trafics ; l'obésité atteint violemment les familles urbaines ; les inégalités face à la santé, à l'éducation, à l'emploi se creusent.
Et les bataillons de jeunes diplômés qui sortent des universités se heurtent au chômage.
Surtout, le vieillissement de la population se fera dans les quarante prochaines années à un rythme historiquement inédit : l'économie chinoise va en effet perdre 180 millions d'actifs entre 2010 et 2050 !
A cette date, 440 millions de Chinois auront plus de 60 ans - soit un tiers (contre 10 % en 2000) d'une population qui commencera à diminuer en 2035.
Loin de tout catastrophisme, l'auteur estime pourtant que la Chine a les moyens de relever ce défi. Mais ce n'est que si elle le fait, et pas avant, qu'elle pourra alors prétendre au titre de "grande puissance".